

## M. Fabius offensif, M. Strauss-Kahn classique, Mme Royal inattendue

*Mardi 7 novembre, les candidats à l'investiture socialiste ont confronté leurs idées : M. Fabius s'est affiché à gauche et défenseur de ses principes, M. Strauss-Kahn pragmatique, tandis que Mme Royal a surpris par sa fermeté sur le nucléaire iranien. Extraits*

### POLITIQUE ÉTRANGÈRE

**Dominique Strauss-Kahn.** Comme tous les socialistes, je rêve et je me bats pour un monde de paix qui respecte les droits de l'homme, un monde de justice où chacun puisse s'épanouir : c'est ma boussole. Mais je vois bien que la réalité est plus dure. Le monde est dangereux, sensiblement plus dangereux qu'hier. Et cette dangerosité atteint la vie de chacun d'entre nous. C'est vrai de la forme que prennent les conflits. On a vu l'essai - *nucléaire* - coréen ; on voit le problème que pose l'Iran. C'est vrai aussi du terrorisme qui se nourrit de l'interminable conflit israélo-palestinien. Et c'est vrai de la mondialisation : regardez ce qui se passe en matière d'emploi à cause des délocalisations.

On le voit encore dans la recherche systématique du profit, qui empêche de lutter efficacement contre les atteintes à l'environnement : on sait aujourd'hui que 50 % de la vie sur la planète sera menacée en 2050 ; dans la compétition pour les matières premières et l'eau, qui a toujours été une des causes premières des guerres ; dans notre incapacité à changer les règles de la propriété intellectuelle pour fournir des médicaments génériques, notamment en Afrique. La mondialisation des profits a entraîné la mondialisation des conflits. Et ça, je ne l'accepte pas.

Le président de la République doit à la fois protéger les Français contre ces menaces et armer la France contre ces conflits. Mais un président socialiste doit aussi agir pour changer le monde. La politique étrangère et de défense de notre pays doit servir à construire un monde différent. Et pour ça il faut que la France pèse, là où elle est présente, dans les organismes internationaux, au FMI, à l'ONU ; dans les organisations pour l'environnement ; et aussi sur le terrain, là où elle remplit des missions de paix ou de développement. Et pour cela, la France a besoin de l'Europe. C'est pour cela qu'il y a urgence à ce que se construise l'Europe de la diplomatie et de la défense, qui aujourd'hui est encore dans les limbes. Une des premières tâches du président de la République sera de relancer et réorienter l'Europe.

Pour finir, je veux souligner l'urgence : l'urgence par rapport aux conflits, l'urgence par rapport au développement, l'urgence par rapport à l'environnement, et évidemment aussi l'urgence par rapport à la construction européenne.

**Laurent Fabius.** J'ajouterai seulement deux ou trois points. Un premier point, c'est pour souligner le rôle particulier de l'hyperpuissance américaine. On ne peut pas décrire l'état des choses aujourd'hui si l'on n'insiste pas sur le déséquilibre massif du fait de l'unilatéralisme américain.

Un deuxième point qui détermine tout ce qui va être fait dans le futur : les zones principales du monde sont en train de basculer. La puissance petit à petit se déplace de l'Europe, voire des Etats-

Unis, vers la Chine et vers l'Inde. Le troisième point, c'est que je pense qu'on ne met pas assez l'accent sur le péril écologique. Ou bien le XXIe siècle sera écologique, ou bien il ne sera pas. C'est la première arme de destruction massive.

Je crois qu'il y a deux avenirs possibles, pour schématiser : ou bien, dans dix ans, il y aura un monde encore plus financiarisé, encore plus précarisé, où le marché jouera un rôle encore plus important, où les inégalités seront encore plus fortes, et dans ce cas-là on ira vers des conflits massifs dans tous les domaines ; ou bien - et c'est pour ça que je suis socialiste - on aura une politique qui retrouve du pouvoir sur l'économie, qui fait reculer les marchés, et l'Europe sociale se développera, l'environnement sera présent dans toutes les politiques publiques, et à ce moment-là la paix, l'égalité, les droits de l'homme, l'internationalisme retrouveront droit de cité.

**Ségolène Royal.** Les Français sont en droit aussi de comprendre la politique étrangère. La politique étrangère et la politique nationale doivent obéir aux mêmes valeurs et aux mêmes principes, en tout cas pour les socialistes.

Face à ce monde instable, je vois trois valeurs essentielles qui inspirent à la fois les politiques nationale et internationale. D'abord, l'exigence de vérité. On a eu trop souvent le cas de discours diplomatiques tenus à l'étranger, dont les engagements n'étaient pas tenus. Ensuite, l'exigence d'efficacité. Face à l'urgence, la politique étrangère doit être efficace et donc, nous devons penser à une réforme du fonctionnement des organisations internationales, à une réforme de l'Europe, mais aussi à l'intégration des valeurs qui sont les nôtres dans le fonctionnement des organisations internationales, c'est-à-dire les normes sociales et environnementales. On pense bien sûr au gouvernement économique mondial pour l'ONU, à la réforme de l'OMC. Enfin, l'exigence de la sécurité et de la lutte contre les inégalités. La sécurité, puisque aujourd'hui, l'utopie que nous devons rendre réalisable, c'est de régler le problème du conflit au Moyen-Orient, car beaucoup de déséquilibres du monde dépendent de ce conflit. La lutte contre les inégalités, car les conflits les plus exacerbés, les violences les plus tenaces ou celles qui vont l'être dans les années qui viennent sont dus aux inégalités du développement, à la montée de la pauvreté et à la destruction de la planète par le réchauffement climatique.

Tous ces problèmes du monde ont un impact direct sur la vie des Français. Car si nous ne réglons pas le problème de la sécurité du monde, alors nous aurons le terrorisme dans nos pays. Si nous ne réglons pas les problèmes d'inégalités, nous serons confrontés à l'immigration de la misère. Et si nous ne réglons pas le problème de la destruction planétaire, alors nous aurons les catastrophes climatiques qui nous toucheront directement. Autrement dit, défendre un autre ordre mondial, c'est aussi défendre les intérêts bien compris de la France.

## **EUROPE**

**Question: il n'y a pas eu de plan B, comme l'avaient affirmé les partisans du non à la Constitution européenne...**

**L F.** Le plan B, c'est le projet socialiste. Et c'est pour cela que je l'ai approuvé. Personne n'a proposé de plan alternatif, parce que nous ne sommes pas aux responsabilités. Nous voulons réviser les statuts de la Banque centrale européenne, nous voulons un traité social avec des critères de convergence sociale, nous voulons une meilleure protection commerciale de l'Union européenne. Les dépenses de recherche doivent être désormais sorties des critères de Maastricht - *pour le calcul*

*du déficit budgétaire* - , il faut une directive sur les services publics, enfin nous voulons un traité strictement institutionnel. On ne le fera pas tout seul. Mais d'ores et déjà, un calendrier a été fixé par les chefs d'Etat et de gouvernement européens. Il commence avec la présidence allemande, début 2007. Le 21 juin 2007 - *lors du Conseil européen* - , le président de la République française sera au côté de la chancelière allemande pour amorcer la renégociation. Et c'est sous présidence française, au deuxième semestre 2008, que cette renégociation devra se terminer.

Si je suis élu président de la République, ma première mission sera de respecter le vote des Français. Dans leur majorité, et en particulier, à gauche, ils ont voté non. Il faut que ce non soit entendu. Ayant voté à l'unisson des Français, je pense que je ne serai pas le moins crédible pour expliquer que la position de la France doit être prise en compte pour parvenir à un nouveau traité constitutionnel, une relance et une réorientation.

**S R.** Je veux que l'Europe se relève. Je veux reprendre le talisman de François Mitterrand. Je pense que bien des problèmes du monde que j'évoquais tout à l'heure trouveront leurs solutions dans un bon fonctionnement de l'Europe. L'Europe est très attendue sur la scène internationale. Tous les Etats européens attendent de la France qu'elle se remette en mouvement pour que l'Europe se remette aussi en mouvement. Les Français se sont prononcés. Donc ce vote s'impose à nous. Pour quelles raisons une majorité des Français se sont-ils méfiés de l'Europe ? Parce que l'Europe n'a pas réussi à lutter contre le chômage. L'Europe a créé aussi de la précarité, n'a pas correctement réagi contre les délocalisations. L'Europe n'a pas incarné un idéal, elle s'est réduite à une monnaie qui a provoqué une hausse des prix et à un grand marché. Ce qui cependant est déjà très important, car cela a aussi protégé nos économies.

Il faut reconstruire l'Europe par la preuve, lancer un grand projet européen qui touche la vie concrète, quotidienne des Français. Il faut que l'Europe réussisse à lutter contre le chômage, à faire ses preuves contre les délocalisations. Par exemple, en cessant de subventionner, de donner des fonds structurels aux entreprises qui délocalisent. L'Europe doit ensuite faire ses preuves en investissant massivement dans les emplois de demain, dans la recherche et dans la protection de l'environnement.

Ensuite, nous avons dans un texte court à dire qui décide, comment on décide, et avec quelles institutions nous décidons. Il faut redéfinir les règles du fonctionnement de l'Europe. Car on ne fonctionne pas à 27 comme à moins de pays. Mais ces règles seront d'autant mieux acceptées par un nouveau référendum du peuple français si l'Europe fait ses preuves dans les domaines que j'évoquais tout à l'heure. Si nous luttons contre le chômage de masse, alors les Français adhéreront à l'idée européenne.

**DSK.** L'Europe est en panne, et du coup, elle est en danger, parce que rien n'est assuré. Tout peut se défaire. Je suis d'accord avec Laurent Fabius, qui dit qu'il faut tenir compte du vote des Français, avec Ségolène Royal, qui dit qu'il faut faire un certain nombre de projets qui réussissent, mais je crois que cela ne suffit pas. Le vrai risque, c'est une divergence entre les Français et les Allemands qui, si elle s'approfondissait, mettrait toute l'Europe par terre. Il faut retrouver le couple franco-allemand et tout remettre à plat. Avec une ambition aussi grande que celle que nous avons eue il y a vingt ans. Tout remettre à plat veut dire remettre à plat ce que veulent les Allemands, les questions de règle de décision, les questions du rôle de l'Europe et des Etats.

Ce qu'on attend de nous, ce sont des projets, une Europe qui permet de lutter contre la mondialisation, c'est-à-dire une loi sur les services publics, une Europe économique qui fonctionne et pas simplement une monnaie unique, un vrai ministre de la croissance et de l'emploi en Europe.

C'est un budget européen qui dépasse ce qu'il est aujourd'hui et qui permet d'engager les dépenses qu'il faut en matière de recherche, de lutte contre les délocalisations. Et puis, il y a des problèmes de démocratie, car il faut sortir d'un Parlement européen élu sur une base nationale. C'est une relance globale qu'il nous faut.LF. Effectivement, il faut que l'Europe fasse ses preuves. Moi, je suis pour l'Europe par la gauche, car si les Français, en particulier les socialistes et la gauche ont voté non, c'est parce qu'ils veulent une Europe différente.

**Question: est-ce que vous suspendez, si vous êtes élu demain, les négociations d'adhésion avec la Turquie ?**

**LF.** La solution honnête, c'est de lui proposer un partenariat privilégié. Quant aux pays des Balkans, ils ont vocation à terme à rejoindre l'Europe, notamment la Bosnie, qui est un pays musulman. Mais il ne faut pas qu'il y ait de nouvel élargissement tant que nous n'avons pas réglé la question d'un meilleur fonctionnement, d'une vraie solidarité et d'un gouvernement économique. Il faut un moratoire tant qu'on n'aura pas avancé sur le fiscalo-social et sur la Constitution.

**SR.** Il faut tenir la parole des gouvernements de gauche. Les négociations ont été ouvertes par le gouvernement de Lionel Jospin. Et l'Etat n'a qu'une parole. Dans le cadre de cette continuité, il n'est pas possible d'interrompre les négociations. En revanche, il est prévu que l'intégration de la Turquie devra faire l'objet d'un référendum - *en France* - . Et comme j'ai eu l'occasion de le dire sous un certain nombre de quolibets, l'avis du chef de l'Etat après que le peuple français se sera prononcé sera l'avis du peuple français.

**DSK.** Les Turcs sont très loin aujourd'hui de remplir aussi bien les conditions économiques et sociales que les conditions de droits de l'homme, de droits des femmes, de droits des Kurdes. La question n'est donc pas s'il faut suspendre. Il ne faut évidemment pas suspendre. La question est de savoir si l'on souhaite qu'au bout du compte la Turquie puisse entrer dans l'Europe. Ma réponse est qu'il faut le souhaiter. Peut-être n'y arriveront-ils pas, et de toute façon ce sera long. Mais la Turquie, si elle n'est pas liée à l'Europe, basculera de l'autre côté et nous aurons à nos portes un pays qui sera très fortement connecté et à l'Irak et à l'Iran.

Nous avons besoin, si on veut concevoir l'Europe à trente ans ou à quarante ans d'ici, d'exercer notre responsabilité sur la Méditerranée. A cette échéance, je vois les Etats-Unis et leur puissance avec autour d'eux d'autres pays qui les auront rejoints, notamment l'Amérique latine. Je vois la Chine. Je vois l'Inde. Si l'Europe existe encore à ce moment-là, si elle est une force capable de s'opposer - pacifiquement - aux autres grandes puissances, c'est qu'elle aura pris sa responsabilité sur le creuset de son histoire qu'est la Méditerranée. Nous devons nous préparer à une Europe plus large qu'elle l'est aujourd'hui.

**LF.** On est en pleine confusion. Il est évident qu'il faut travailler avec la Méditerranée - j'ai cité le Maghreb -, avec l'Ukraine, avec la Turquie. Mais l'Europe que décrit Dominique Strauss-Kahn, c'est une Europe à 50 pays. Et avec une Europe à 50 pays, il n'y a aucune intégration politique possible. Donc on donne le sentiment de faire mieux, mais en fait on va vers la conception de l'Europe du libre-échange. Or moi je veux une Europe de la gauche, une Europe sociale, une Europe environnementale, une Europe démocratique. C'est pourquoi, autant il faut travailler avec ces pays très étroitement, autant c'est une erreur de les faire entrer dans le mécanisme de décision.

**DSK.** La confusion n'existe que si on l'introduit. Personne ne parle d'une Europe à 50. Il faut suspendre tout nouvel élargissement tant qu'on n'a pas réglé les problèmes qui sont devant nous. Je

dis simplement que le problème de la Turquie doit se regarder en ayant à l'esprit ce qui peut se passer vers les années 2040-2050.

## PROCHE-ORIENT

**SR.** Si je suis élue, je fais en sorte que l'Europe occupe toute sa place dans la résolution de ce conflit, qui est un des plus douloureux que vivent les populations concernées des deux côtés. La responsabilité aujourd'hui des grandes puissances, c'est de s'investir dans la résolution de ce conflit. Les principes sont clairs. C'est le droit d'Israël à la sécurité, et aujourd'hui chacun sait que cette sécurité est fragilisée. C'est le droit des Palestiniens à avoir un Etat reconnu. Et dans les tensions, les exacerbations, les humiliations qui aujourd'hui ne font qu'empirer, il est temps de remettre en mouvement un processus de paix. Je suis favorable à ce qu'Israël défende sa sécurité. Mais en même temps il faut mettre en place un système de résolution des problèmes de sécurité pour éviter d'entrer dans l'escalade provocation/répression. Il faut parler avec tout le monde. Et je suis favorable à la reprise de l'aide au peuple palestinien, à condition que cette aide soit évidemment contrôlée. Car la pauvreté et le non-versement des salaires sont source de tensions et de violences.

**LF.** En tant que président de la République, personnellement, je ne recevrais pas les dirigeants du Hamas tant qu'il n'y aura pas eu une évolution officielle vers la reconnaissance d'Israël. Il faut qu'il y ait un Etat palestinien, mais il faut qu'il soit viable : ça ne peut pas être des taches de léopard. Notre position en tant que Français doit être : garantie de la sécurité absolue d'Israël ; reconnaissance d'un Etat palestinien viable ; nécessité pour les deux parties - le cas échéant soutenues par l'Europe - de parler ensemble. Il n'y a pas un exemple dans le monde où l'on fait cesser le terrorisme, les exactions, etc., sans qu'il y ait une solution politique. Les Etats-Unis traditionnellement, dans la mesure où ils ont soutenu très fortement Israël, ont joué un rôle majeur, mais il faut reconnaître qu'ils ne sont pas parvenus à une solution. L'Europe, elle, a fourni l'argent mais, compte tenu de ses divisions, n'a pas été en première ligne.

Je pense que la France en particulier - qui est l'amie des Palestiniens et qui en même temps se bat contre l'antisémitisme et reconnaît la nécessité pour Israël de protéger sa sécurité - a un rôle éminent à jouer dans ce domaine.

## IRAN

**SR.** L'Iran a signé le traité de non-prolifération nucléaire et s'est engagé dans cette voie... civile, a fortiori non militaire. Et par conséquent, tous les Etats qui tiennent à la paix dans le monde doivent absolument agir pour que l'Iran n'accède pas à cette possibilité. La priorité est que l'action diplomatique réussisse pour éviter d'entrer dans une escalade des sanctions, qui sont certes prévues par les textes, mais il vaut mieux, dans cette partie du monde en particulier, faire en sorte que l'action diplomatique réussisse. Il faut parler avec tout le monde, mais être exigeant sur les valeurs, ne pas tolérer un certain nombre de propos qui sont tenus et qui justifient justement une action diplomatique extrêmement ferme pour que ce pays n'accède pas au nucléaire.

**DSK.** L'Iran est signataire du traité de non-prolifération nucléaire, il a le droit d'accéder au nucléaire civil. La question est de savoir si, utilisant le nucléaire civil, l'Iran est en train de déborder du cadre du traité de non-prolifération et d'aller vers du nucléaire militaire. On est à l'étape où il faut pouvoir envisager les sanctions. Il faut être ferme dans le dialogue. Il faut voir que ces sanctions n'ont de sens que si elles sont prises par tout le monde, je pense en particulier aux Russes et aux Chinois. Les Iraniens ont tendance à considérer que c'est un débat entre eux et l'Occident : non, c'est un débat entre eux et l'ensemble de la communauté internationale.

**LF.** Si les Iraniens accèdent au nucléaire militaire, cela signifie que dans toute la sous-région, Turquie, Egypte, Arabie saoudite, avec le cas échéant des ramifications terroristes, il peut y avoir dissémination nucléaire. Et ça, c'est extrêmement dangereux. Bien évidemment, les Iraniens ont le droit d'avancer dans le nucléaire civil, ils ont signé le traité de non-prolifération. Ce serait extraordinairement paradoxal qu'ils n'aient pas le droit que leur reconnaît le traité de non-prolifération alors que des Etats comme le Pakistan et l'Inde, qui ne l'ont pas signé, auraient le droit de faire du nucléaire civil et du nucléaire militaire. Donc, oui au nucléaire civil. Au nucléaire militaire, non. Il faut savoir dialoguer. Simplement, il faut aussi prévoir les sanctions.

A mon sens, elles ne doivent pas toucher prioritairement le peuple. Elles doivent toucher les dirigeants et, en particulier, il faut taper au portefeuille des avoirs qu'ils ont à l'étranger. Je ne recevrai pas, comme président de la République, le président Ahmadinejad, parce que le président de la République française, c'est une autorité morale dans le monde, et je ne recevrai pas quelqu'un qui dit qu'il faut détruire Israël.

**SR.** Quand on contrôle le nucléaire civil, on contrôle une partie de l'enrichissement de l'uranium. C'est une première étape. Les Russes ont proposé des coopérations dans le cadre du nucléaire civil à l'Iran, je pense que cette solution est beaucoup plus prudente tant que le régime iranien n'aura pas évolué. Donc, je maintiens ma position qui consiste à dire qu'il vaut mieux trouver des coopérations pour produire de l'électricité mais en ne permettant pas aux Iraniens de contrôler tout le processus du nucléaire civil

**LF.** On ne peut pas dire aux Iraniens : on vous demande de respecter le traité de non-prolifération que vous avez signé, et donc de ne pas faire de nucléaire militaire, mais en plus, vous ne pourrez pas faire de nucléaire civil. A ce moment-là, on arrivera à ce résultat très paradoxal de souder le pays dans le nationalisme autour d'un président qui est un dictateur.

## IRAK

**DSK.** La situation en Irak aujourd'hui n'est pas bonne, quand bien même le président Talabani dit le contraire. Les voies de la réconciliation nationale ne sont pas très ouvertes, il y a de nombreux conflits sur le projet de Constitution, par exemple le degré de fédéralisme, le partage des revenus pétroliers. Il faut que la possibilité du retrait américain soit la plus rapide possible. Mais il ne peut pas se faire si ça doit conduire à un risque de guerre civile.

**LF.** On est passé d'un Etat voyou à un Etat en faillite. L'objectif doit être un Etat solide, sans partition des différentes provinces qui le composent, car sinon, ce serait un risque extraordinaire.

**SR.** Aujourd'hui, il y a un gouvernement démocratique en Irak. Le président Talabani disait récemment qu'il fallait leur laisser le temps de décider eux-mêmes cette phase de retrait des troupes américaines. On sait que c'est un pays qui, aujourd'hui, est au bord de la guerre civile, qu'il y a des tensions très fortes entre les Kurdes, les sunnites, les chiites.

L'idée du président actuel, c'est de dire que la Constitution irakienne prévoit un Etat fédéral et donc il faut leur laisser le temps de mettre en place ces nouvelles institutions qui permettront aux communautés de coexister, d'apaiser les tensions. Il faut faire un effort sur la coopération, l'aide au développement - ils sont par exemple très demandeurs de soutien dans la reconstruction des universités, des écoles, des adductions d'eau, puisque l'accès aux biens élémentaires de la population est souvent compromis. On sait très bien que, lorsque la vie quotidienne est aussi dure, les tensions sont exacerbées.

## DÉFENSE

**LF.** Aucune considération financière ne peut l'emporter sur l'exigence de la sécurité dans un monde dangereux. Si je suis élu, la première chose à faire, ce sera un Livre blanc : le dernier date de 1994. Il faudra passer en revue les différents matériels dans la nouvelle stratégie répondant aux risques. Il faudra européaniser tout ce qu'on pourra, et là, il y a certainement des économies à faire.

La clef nucléaire dépend du président de la République. Et sa crédibilité dépend de la force d'âme et de décision du président. Il est utilisé seulement si le président estime que les intérêts vitaux du pays sont en jeu. Il n'est pas normal que nous ayons les mêmes groupes industriels qui à la fois produisent les armements et détiennent les médias. Cela pose un problème de principe à la fois pour la démocratie et pour la défense.

**SR.** Dans le monde instable dans lequel nous vivons, il n'est pas question de réduire l'effort de défense de la France, à la fois pour la protection de nos ressortissants mais aussi pour la défense des intérêts stratégiques et pour l'intervention sous l'égide de l'ONU. Il n'y aura donc pas de réduction du budget. En revanche, on peut sans doute remettre à plat un certain nombre de dépenses, et peut-être dépenser de façon plus efficace.

Il faut démocratiser le débat sur la défense et renforcer les pouvoirs du Parlement, et en particulier les pouvoirs de la commission de la défense, dans deux directions. Le Parlement doit contrôler les opérations à l'extérieur. Nous devons donner satisfaction à une demande très ancienne du Parlement de mettre en place une commission sur le renseignement.

### Question : le bouton nucléaire peut-il être partagé avec les autres Européens ?

**SR.** Absolument pas, sinon il n'y a plus de dissuasion nucléaire. Pourquoi se pose la question du deuxième porte-avions. Parce que celui que nous avons est immobilisé pendant dix-huit mois tous les sept ans. Or nous avons besoin d'une présence permanente en mer. La solution est sans doute de négocier avec les Britanniques, qui ont également un porte-avions, pour voir si, en coopération avec eux, nous ne pourrions pas dans le cadre de l'Europe de la défense assurer une présence en mer permanente, ce qui permettrait de faire l'économie d'un second porte-avions.

**DSK.** Il y a trois problèmes. Le premier, c'est que notre doctrine de défense date. Elle est vieille de plus de dix ans et a besoin d'être revue. Le second, il y a des engagements pris de dépense qui ne sont pas financés. Le troisième problème, c'est que le lien entre l'armée et la nation s'est aujourd'hui distendu et notamment par le contrôle parlementaire - il faut le renouer - et pas seulement par le contrôle parlementaire.

Le problème n'est pas de baisser le budget militaire. Sans doute, nous pouvons faire des économies dans l'armement. La solution de recherche des coopérations européennes est toujours bienvenue. On peut faire des économies sur le format de l'armée de terre - qui est aujourd'hui probablement de 10 % supérieur à ce qui est nécessaire.

Jacques Chirac a fait une déclaration pour modifier notre doctrine - *nucléaire* - , en abaissant le niveau d'intervention des forces nucléaires françaises, en disant qu'il concevait que ces engagements nucléaires français puissent se faire dans des conditions liées au fait qu'un pays soit un pays terroriste. C'est une erreur. La définition des intérêts vitaux doit rester imprécise.

La France doit garder en propre la capacité d'engagement, évidemment lorsqu'il s'agit du nucléaire. La question est plus complexe quand il s'agit d'engagement de troupes terrestres. C'est toute la difficulté d'une armée franco-allemande. Qui décide de l'engagement ? Pour le moment, l'engagement reste à chacun des Etats et c'est souhaitable.

**Question : seriez-vous prêt à ce que la France et la Grande-Bretagne cèdent leur place au Conseil de sécurité de membres permanents à un représentant de l'Union européenne.**

**SR.** Absolument pas. Il faut réfléchir à l'élargissement. Des réflexions ont lieu actuellement pour élargir à un grand pays d'Amérique latine, un grand pays d'Afrique.

**LF.** Le rôle de la France au Conseil de sécurité est absolument décisif. Dans les réformes de l'ONU, il serait légitime que l'Allemagne ait également une place.

**DSK.** La question n'aura de sens que le jour où il y aura une politique étrangère européenne. En revanche, dans d'autres endroits, comme le FMI, on peut concevoir que le siège qui représente la France, l'Allemagne et les autres soit représenté uniquement par l'Union européenne.

## **ENVIRONNEMENT**

**SR.** C'est une politique européenne extrêmement offensive et, en particulier, une politique fiscale. Une TVA vers le taux zéro sur toutes les énergies renouvelables. Mais surtout, dans ce domaine, il y a eu tellement de mensonges dans les discours officiels, contrecarrant ce qui était dit ici par rapport aux actes qui étaient faits ailleurs. En 1992, j'étais ministre de l'environnement et j'ai représenté la France au sommet de la planète Terre à Rio. Tout ce qui est dit aujourd'hui était déjà dit à ce moment-là : le réchauffement planétaire, le principe de précaution, le recours aux énergies fossiles qui étaient excessives. Aujourd'hui, la parole que je donne sera tenue. La France a la capacité de rattraper son retard dans le domaine, en particulier, des énergies renouvelables. Il faut une fiscalité écologique.

**DSK.** L'ensemble de notre économie doit être remodelée en fonction des questions environnementales. Notre système agricole, notre système industriel évidemment, le logement et les transports... Cela va au-delà des questions de TVA. Il ne faut pas croire que se préoccuper de la question de l'environnement, c'est nuisible pour l'économie. C'est le contraire : une source de richesse formidable pour le développement de demain. Nous devons concentrer toute notre énergie sur la lutte contre le réchauffement planétaire, nous devons faire des efforts en matière nucléaire.

**LF.** S'il y a un domaine où l'action publique est absolument indispensable et où le marché échoue, c'est le domaine environnemental. Vous avez vu la panne qui est arrivée pour l'électricité avant-hier ? Pourquoi ? Parce que les sociétés privées, au lieu d'investir massivement, ont consacré leur argent à se racheter entre elles. Il faut donc qu'il y ait, au niveau mondial, au niveau européen, au niveau français, une impulsion publique forte. Jusqu'à présent le ministre de l'environnement, et c'est notre faute, était un ministre un peu marginalisé. Si le numéro deux du gouvernement est chargé d'une mission transversale de développement durable, ça changera.

## **POLITIQUE**

**SR.** Aujourd'hui la politique doit reconquérir sa crédibilité, et il faudra regarder les écarts entre le discours et les actes. Et je voudrais dire que la crédibilité de ma parole repose aussi sur mes actes, les actes que j'ai accomplis en tant que ministre de l'environnement et les actes que j'accomplis

aujourd'hui à l'échelle de la région. J'en prends l'engagement : la France sera le pays de l'excellence environnementale. J'imposerai cet enjeu à toutes les pesanteurs, y compris dans le domaine agricole, à tous les lobbies, dans l'industrie, dans les transports.

**LF.** C'est par une vision vraiment socialiste qu'on va pouvoir bouger les choses. Je fais des propositions de gauche, authentiquement de gauche, clairement de gauche, parce que je veux gouverner avec des formations de gauche et exclusivement avec celles-là.

**DSK.** Je suis content d'avoir pu développer l'idée qu'il fallait apporter pas simplement des constats mais aussi des solutions ; l'idée qu'il ne fallait pas simplement suivre l'opinion mais défendre ses convictions ; l'idée que, pour avoir la confiance du peuple, il fallait dire la vérité. Ma priorité est avant tout sociale et économique.